

Unité bi-départementale de la Charente  
et de la Vienne

Angoulême, le 12 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LIANTS CHARENTAIS SNC**

Boulevard Carnot  
16200 Jarnac

Références : 2026\_405\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007202971

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 mars 2026 dans l'établissement LIANTS CHARENTAIS SNC implanté au lieu-dit « La Gare » 16200 Mainxe-Gondeville. L'inspection a été annoncée le 03 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération "coup de poing" régionale, opération de contrôle menée entre le 23 février 2026 et le 13 mars 2026 à l'échelle du territoire de Nouvelle-Aquitaine, et portant sur la thématique des conditions de stockage des produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIANTS CHARENTAIS SNC
- La Gare 16200 Mainxe-Gondeville
- Code AIOT : 0007202971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine a été créée dans les années 1950 et totalement refaite en 2000. Elle appartient aux sociétés Colas, Eiffage et Malet.

L'usine fabrique de l'émulsion de bitume à froid utilisée essentiellement pour l'entretien et la réparation des voiries. Le bitume liquide à 150 °C est dépoté et stocké sur le site avec maintien de la

température jusqu'à ce qu'il soit mélangé avec de l'acide chlorhydrique et des amines permettant de diminuer sa température d'utilisation (60-70 °C).

L'usine dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20/01/2000, complété par un arrêté complémentaire du 15/07/2013.

La visite a porté uniquement sur le périmètre de l'action "coup de poing" et a consisté en la vérification de la conformité des dispositifs de rétention des stockages de produits chimiques, la disponibilité et la bonne prise en compte des consignes des fiches de données de sécurité, par échantillonnage, ainsi que la présence d'un inventaire des produits dangereux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen REACH du 18 décembre 2006, articles 31, 35	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen REACH du 18 décembre 2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010 <sup>(2)</sup> , article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 49	Sans objet

*(2) arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée lors de l'inspection. Toutefois, l'exploitant est invité à prendre en compte les observations détaillées dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35,
---

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  La disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) a été vérifiée par échantillonnage, notamment pour les produits Dinoram O et Viscodis R700 (tous deux fournis par Arkema). Ces FDS sont accessibles : - via un SharePoint réservé au responsable QSE et au chef d'usine - ainsi que sur le réseau informatique interne, accessible à l'ensemble des salariés du site.  Concernant leur actualisation, l'inspection relève que 49 FDS (sur l'état des stocks mis à jour le 12 février 2026) sont antérieures à 2020 et donc obsolètes. L'exploitant confirme qu'une mise à jour est en cours au niveau du siège.  <b>L'avancement de cette mise à jour sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.</b>  Par ailleurs, l'état des stocks identifie plusieurs produits sans FDS (débituminant, peintures, nettoyant, etc). L'exploitant indique ne pas avoir pu les obtenir auprès des fournisseurs. <b>L'inspection invite l'exploitant à relancer systématiquement les fournisseurs pour récupérer ces fiches de données de sécurité, celles-ci devant être fournies obligatoirement par le fournisseur à l'achat des produits.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'avancement de la mise à jour des FDS sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.</b>  <b>L'inspection invite l'exploitant à relancer systématiquement les fournisseurs pour obtenir les fiches de données de sécurité des produits manquantes, celles-ci doivent être remises par le fournisseur à l'achat des produits.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

<p><b>Constats :</b></p> <p>La conformité aux prescriptions des FDS, notamment les conditions de stockage et les moyens d'intervention, est vérifiée par échantillonnage, sur les produits Dinoram O et Viscodis R700. L'exploitant précise que la déclinaison opérationnelle de ces mesures est assurée par le responsable QSE et le chef d'usine.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques issues des FDS contrôlées sont formalisées dans des procédures dédiées, affichées dans les zones de manipulation et de stockage des produits. Ces procédures intègrent les consignes applicables en cas de déversement, accident ou crise via une procédure générique "PM27" (du 10 janvier 2022), renvoyant à des procédures "réflexe" spécifiques par catégorie de produit (référéncées "CM21.XX"), dont deux exemples ont été vérifiés lors de l'inspection, pour les produits Dinorma (amines) et Viscodis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédure déversement amines et acide chlorhydrique : CM21.1004 ;</li> <li>- Procédure déversement de produits chimiques : CM21.1007.</li> </ul> <p>Ces documents reprennent les dispositions de la FDS notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gestion des épandages accidentels (absorption via des nappes absorbantes en stock sur site, confinement par obturateur ou boudins lorsque les FDS prévoient un endiguement, non vérifié lors de l'inspection)</li> <li>- les conditions de stockage des produits chimiques (rétention, respect des règles de compatibilité).</li> </ul> <p>Concernant le stockage du Viscodis R700, la FDS impose une plage de température comprise entre 5 et 40 °C, et une protection contre les rayons du soleil. Bien que le produit soit conservé dans une armoire dédiée, fermée à clé et à l'abri de la lumière, son emplacement extérieur l'expose aux variations de températures. <b>L'inspection recommande donc l'installation d'un système de contrôle de température à l'intérieur des armoires de stockage et invite l'exploitant à vérifier si d'autres produits stockés dans ces équipements nécessitent des conditions thermiques spécifiques.</b></p> <p>Pour le risque incendie, des extincteurs adaptés aux risques des produits sont répartis sur site. Ils sont localisés sur un plan général (sous forme d'un pictogramme indiquant la nature de l'agent d'extinction). Un réseau de collecte des eaux d'extinction est présent sur site.</p> <p>En matière d'élimination des déchets, la procédure PM26 du 23 janvier 2023 encadre leur gestion, incluant notamment les obligations de traçabilité des déchets dangereux via Trackdéchets.</p> <p>En outre, l'exploitant indique réaliser tous les trimestres des contrôles "sécurité" et "environnement" sur le site, portant notamment sur le contrôle des rétentions, des conditions de stockage et du respect de la compatibilité des produits stockés. Le dernier contrôle réalisé en décembre 2025 a révélé une incompatibilité de stockage de produits dans l'armoire de l'atelier, corrigée depuis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'inspection recommande l'installation d'un système de contrôle de température à l'intérieur des armoires de stockage des produits chimiques et invite l'exploitant à vérifier si d'autres produits stockés dans ces équipements nécessitent des conditions thermiques spécifiques.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les volumes de rétention, affichés sur les bacs et cuvettes de rétention, ont été contrôlés pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- armoires de stockage <ul style="list-style-type: none"> <li>• Armoire des produits de fabrication (8 GRV au total) : volume de rétention unitaire de 1080 L par zone de stockage, répartie en 4 zones de stockage accueillant chacune 2 GRV de 1000 L unitaire.</li> <li>• Armoire des produits de réserve (36 GRV au total) : volume de rétention unitaire de 1500 L par zone de stockage, répartie en 12 zones de stockage accueillant chacune 3 GRV de 1000 L unitaire.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>=&gt; Plusieurs GRV sont positionnés à l'envers, rendant les mentions de danger illisibles lors de l'ouverture des armoires. L'inspection invite l'exploitant à repositionner les GRV pour que les étiquettes de danger soient visibles dès l'ouverture de l'armoire.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réservoir d'amine : capacité de 11,5 t (soit 11,5 m<sup>3</sup>, densité proche de 1), rétention associée de 13 m<sup>3</sup></li> <li>- réservoir d'acide chlorhydrique : capacité de 6 t, rétention associée de 18 m<sup>3</sup></li> <li>- Réservoirs de fluxant : 2 réservoirs de 40 m<sup>3</sup> + 2 réservoirs de 60 m<sup>3</sup> (volume total : 200 m<sup>3</sup>), rétention associée de 129 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Veiller à positionner les GRV pour que les étiquettes de danger soient visibles dès l'ouverture de l'armoire.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une grille d'incompatibilité standard, affichée dans l'armoire de</p>

<p>stockage des produits chimiques de l'atelier, où les risques d'incompatibilité sont les plus élevés en raison de la diversité des produits stockés, tandis que les autres zones de stockage du site sont dédiées à des usages spécifiques.</p> <p>cf point n° 2, sur les actions menées par l'exploitant pour le contrôle des incompatibilités de stockage des produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un état des stocks actualisé au 12 février 2026. 140 produits sont recensés dont 73 avec mentions de danger.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>